

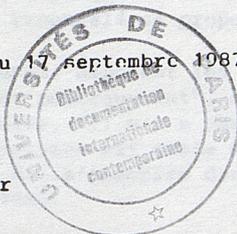
# ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

## Informations du Guatemala

N° 237

du 11 au 17 septembre 1987



### POLITIQUE

Le gouvernement se refuse de nouveau à dialoguer  
L'URNG : l'armée et le patronat sont associés  
Le congrès approuve la réforme fiscale  
Mouvements contre la réforme fiscale  
Le PSD : le déficit budgétaire est à l'origine de la réforme  
L'USAC : il faut réformer les impôts directs  
La contra se réunit au Guatemala  
Une nomination militaire

### INSURRECTION

Intense offensive des insurgés

### DROITS DE L'HOMME

Un assassinat commis par la police  
Des paysans enlevés et assassinés  
Deux assassinats dans un hôtel  
Une jeune femme enlevée et assassinée  
Des inconnus détruisent une station de radio

### REFUGIES

Un accord entre le Mexique et l'ACNUR

4°P. 12315

POLITIQUE

LE GOUVERNEMENT SE REFUSE A NOUVEAU A DIALOGUER

Le 10 septembre, le gouvernement démocrate-chrétien du président Vinicio Cerezo a rejeté l'éventualité d'un dialogue avec l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), tant que cette organisation conservera les armes. L'URNG avait renouvelé sa proposition de dialogue le 10 septembre.

"Nous n'accepterons le dialogue que s'ils (l'URNG) déposent les armes, sortent de la montagne et se manifestent publiquement", a déclaré Cerezo lors d'une entrevue avec la presse. "Il n'y a pas de conditions posées au dialogue, la seule condition est celle du respect de la loi et du pacifisme", autrement dit s'inscrire dans le processus électoral amorcé par l'armée en 1984.

L'URNG : L'ARMEE ET LE PATRONAT SONT ASSOCIES

Dans le bulletin international diffusé le 14 septembre par l'URNG, celle-ci analyse le discours actuel du haut commandement militaire comme "en résumé, la manière trouvée par l'armée pour se forger des appuis dans sa lutte contre-insurrectionnelle".

L'armée a exposé ses positions lors du forum "27 ans de lutte pour la démocratie". Selon l'URNG, "l'armée a confessé entre les lignes ce que le mouvement révolutionnaire tient pour certain depuis des années : l'impossibilité d'être vaincu par l'armée". L'URNG en veut pour preuve l'appel lancé par les militaires au soutien du secteur privé guatémaltèque.

LE CONGRES APPROUVE LA REFORME FISCALE

Après une session de plus de 19 heures, qui s'est terminée dans la nuit du 12 septembre, le Congrès de la République a approuvé en dernière lecture la loi relative à l'impôt sur le revenu, dans le cadre des sept propositions qui composent la réforme fiscale. Rien que la loi sur les tarifs des timbres fiscaux n'ait pas été votée dans son intégralité, le chambre législative a adopté une loi sur le gel des loyers, une autre sur le contrôle des prix, dans le but d'amoinrir les effets spéculatifs de la réforme fiscale.

MOUVEMENTS CONTRE LA REFORME FISCALE

A l'appel du Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF), les centres de distribution de combustible ont commencé dans la nuit du 11 septembre une série d'arrêts de travail, dans le but de faire pression sur le gouvernement. Ils demandent la suspension de la loi fiscale destinée à améliorer le recouvrement de l'impôt et à diminuer le déficit budgétaire.

La chambre du commerce du Guatemala, la chambre de l'industrie du Guatemala, l'association des distributeurs d'essence ont ralenti leurs activités et appelé leurs adhérents à fermer leurs usines.

#### LES SYNDICATS : IL FAUT MODIFIER LA REFORME FISCALE

Le 10 septembre, Armando Sanchez, représentant l'association professionnelle des employés du secteur public, s'est prononcé en faveur d'une réforme de l'impôt plus poussée que celle proposée par le président Cerezo.

Sept organisations et confédérations syndicales ont exigé du président Cerezo l'adoption de mesures énergiques destinées à éviter la sortie de capitaux et la fraude fiscale ; il s'agit là d'un pas décisif pour que la réforme proposée ne se réalise pas au dépend des intérêts des secteurs populaires et pour que le concept de justice sociale soit une réalité.

Les syndicalistes rappellent qu'aucune réforme fiscale ne s'est jusqu'à présent attaquée à l'inégalité structurelle du prélèvement de l'impôt.

#### LE PSD : LE DEFICIT BUDGETAIRE EST A L'ORIGINE DE LA REFORME

Dans un communiqué du 11 septembre, le Parti socialiste démocratique affirme que la concertation entre le gouvernement démocrate-chrétien et le droite traditionnelle s'est trouvée momentanément affecté par le refus du patronat de contribuer, même dans une faible mesure aux dépenses de l'Etat, et ce malgré les concessions du gouvernement. Le PSD remarque que, en 1986, les exportations ont rapporté 2 380 millions de quetzales et que l'investissement privé n'a été que de 237,4 millions.

Le déficit budgétaire est chronique au Guatemala ; l'année record a été 1981, avec 650 millions de déficit ; en 1987, le cumul atteint 2 700 millions de quetzales (environ mille millions de dollars).

Le PSD signale également que l'autre facteur d'augmentation de la dépense publique est la croissance du service de la dette ; malgré l'unification des taux bancaires de change en 1988, le gouvernement devra payer au change officiel 2,5 quetzales par dollar.

#### L'USAC : IL FAUT REFORMER LES IMPOTS DIRECTS

Selon un communiqué de l'Université San Carlos de Guatemala (USAC), diffusé le 13 septembre, une réforme fiscale doit passer par une réévaluation du poids des impôts directs, afin de maintenir le principe constitutionnel d'égalité devant l'impôt.

L'USAC signale que la structure de l'impôt au Guatemala a toujours été caractérisée par son anachronisme et son faible rendement ; par exemple, en 1984, la charge fiscale a représenté 5,2% du produit national brut, soit le taux le plus faible d'Amérique centrale. De plus, les impôts indirects (87%) pèsent beaucoup plus que les impôts directs (13%) dans la structure de l'impôt, ce qui signifie que la charge fiscale ne tient pas compte de la capacité de paiement de la population.

#### LA CONTRA SE REUNIT AU GUATEMALA

La troisième assemblée de la Résistance nicaraguayenne, qui regroupe plusieurs organisations contre-révolutionnaires financées par les Etats-Unis s'est tenue du 14 au 16 septembre dans un luxueux hôtel de Guatemala-ciudad. L'assemblée doit examiner les thèmes figurant dans le document intitulé "processus pour établir une paix ferme et durable en Amérique centrale", signé le 7 août par les représentants centraméricains.

#### UNE NOMINATION MILITAIRE

On a officiellement appris le 10 septembre la nomination du colonel Marco Antonio Castellanos au poste d'attaché militaire à l'ambassade du Panama. Castellanos a été directeur du département des relations publiques de l'armée et directeur de la police des douanes.

#### ACCORD POUR LA CONSTITUTION DU PARLEMENT CENTRAMERICAIN

Les vices-présidents des cinq pays centraméricains se sont réunis les 12 et 13 septembre à Tegucigalpa, Honduras, et ont approuvé l'accord d'intégration du parlement centraméricain (PARLACEN), dont la formation est prévue pour 1988. Le siège devrait se trouver dans la capitale du Guatemala, pays instigateur du projet.

#### INSURRECTION

##### INTENSE OFFENSIVE DES INSURGES

L'émission de radio "Voz popular" a permis à l'URNG d'annoncer qu'au cours de la première semaine de septembre, les différents fronts insurgés opérant dans le pays ont infligé 46 pertes à l'armée.

Les affrontements les plus importants ont eu lieu le 1er septembre sur les bords du lac Atitlan, département de Solola ; les troupes gouvernementales ont perdu 39 hommes.

Dans les départements du Peten et du Quiché, l'armée a perdu 9 soldats entre le 1er et le 6.

L'armée a été obligée de suspendre la contre-offensive lancée le 4 août dernier contre les insurgés sur le volcan Tajumulco, San Marcos, après avoir souffert 41 pertes, perdu un véhicule de transport et vu un des hélicoptères endommagé.

#### DROITS DE L'HOMME

##### UN ASSASSINAT COMMIS PAR LA POLICE

Le 13 septembre, des éléments des forces de sécurité du gouvernement ont tué par balles Pafael Morales Hernandez, un ingénieur de 27 ans.

Selon la presse locale, les policiers ont d'abord tiré sur les pneus de la voiture de la victime, provoquant un accident, et l'ont achevée. La victime, de source officielle, présentait des impacts de balles d'un calibre 38, arme officiellement utilisé dans la police nationale.

#### DES PAYSANS ENLEVÉS ET ASSASSINÉS

Le 9 septembre, on a retrouvé le cadavre étranglé et portant des traces de tortures du paysan Lucas Marroquín Ramírez, 39 ans, dans le domaine El Junquillo, municipalité Jalpatagua, dans le département de Jutiapa. Il avait été enlevé le 13 août par un groupe d'inconnus armés.

Carlos Anzueto a été retrouvé mort dans son véhicule à l'intérieur de sa propriété de la juridiction de San Pablo, San Marcos. Le corps présentait des impacts de balles.

#### DEUX ASSASSINATS DANS UN HOTEL

Le 13 septembre, deux hommes adultes ont été assassinés dans un hôtel situé au km 218 de la route menant à l'Atlantique, à l'intersection Mariscos, dans le département de Izabal.

Il s'agit de José Ismael Cabrera Guerra, 39 ans, et de Romilio Gamaliel Cruz Guerra, 24 ans.

#### UNE JEUNE FEMME ENLEVÉE ET ASSASSINÉE

Catalina Maaz Macs, 18 ans, a été attaquée à l'arme blanche. Son cadavre a été jeté dans la lagune située près de l'école de formation agricole de Coban, dans le département de Alta Verapaz.

#### DES INCONNUS DÉTRUISENT UNE STATION DE RADIO

Le 11 septembre, le personnel de la station de radio "Tayaki" a dénoncé l'attaque de ses locaux par un groupe d'hommes porteurs d'armes de gros calibre. Cette station diffuse depuis l'église catholique de Esquipulas, département de Chiquimula ; une partie de l'antenne émettrice a été détruite.

Le directeur de la radio, Luis Felipe Paz Ramos, ne connaît pas les motifs de cet attentat ; la radio devra suspendre ses émissions pendant plusieurs jours.

#### REFUGIÉS

##### UN ACCORD ENTRE LE MEXIQUE ET L'ACNUR

On a officiellement appris le 11 septembre la signature de trois accords de coopération entre le gouvernement mexicain et le haut commissariat des nations unies pour les réfugiés ; l'accord concerne les réfugiés guatémaltèques installés dans la zone de Chetumal, état de Quintana Roo. Il prévoit la coopération et l'aide aux réfugiés, la supervision et l'assistance technique dans le camp et la coordination de la distribution des produits de base de la compagnie nationale de secours populaire (CONASUPO).